

Pour limiter les risques de fraude

VOTE DE MOUTIER Pour que le résultat des urnes soit irréprochable, deux motions demandaient au gouvernement de répéter le scrutin durant le 1er trimestre. Celui-ci appuie la requête et propose leur adoption.

PAR PHILIPPE OUDOT

Chat échaudé craint l'eau froide. Forts de cet adage, plusieurs députés antiséparatistes du Jura bernois avaient déposé deux motions pour exiger que la répétition du vote sur l'appartenance cantonale de Moutier se déroule en début d'année. C'était en mai dernier. Objectif: éviter que de nouvelles irrégularités n'entachent la répétition du vote et ne conduisent à nouveau à son annulation. Dans la première motion, Etienne Klopfenstein (UDC), appuyé par ses cosignataires Virginie Heyer et Jean-Luc Niederhauser (tous deux PLR), voulait qu'il se déroule au 1er trimestre de 2021.

Dans la seconde, Anne-Caroline Graber et Roland Benoit (UDC), ainsi que Virginie Heyer et Jean-Luc Niederhauser, allaient même plus loin, demandant que la répétition du scrutin se déroule «dans les 89 premiers jours de l'année durant laquelle elle se tiendra». Soit entre les dimanches 10 janvier et 28 mars 2021, ou entre les dimanches 9 janvier et 27 mars 2022.

Comparer les registres

En votant en début d'année, il est en effet possible de comparer le registre électoral avec le registre fiscal, ce qui améliore nettement les contrôles et évite toute forme d'usurpation» relevaient les élus dans la première motion. Dans la seconde, ils constataient qu'en votant après le premier trimestre, des domiciliations fictives étaient matériellement possibles en jouant avec la loi.

Cette dernière précise que tout citoyen qui a le droit de vote en matière cantonale peut voter



Comme les motionnaires, le gouvernement souhaite que la répétition du scrutin se fasse au cours du premier trimestre. A-STÉPHANE GERBER

au plan communal s'il y réside depuis trois mois au moins. S'agissant de la domiciliation fiscale, «tout contribuable qui change de commune à l'intérieur du canton est toute l'année assujéti à l'impôt dans la commune où elle était domiciliée au 31 décembre».

Tour de passe-passe

Il est ainsi tout à fait possible qu'une personne de Tavannes dépose ses papiers à Moutier le 5 janvier 2021, qu'elle participe à la votation communale en mai et redépose ensuite ses papiers à Tavannes en sep-

Inutile que la campagne s'étende sur des mois, les avis étant pour la plupart déjà formés."

LE CONSEIL EXÉCUTIF

tembre 2021. «Elle aura donc pu voter à Moutier tout en payant l'intégralité de ses impôts à Tavannes», constataient les motionnaires. Une démonstration également valable pour

un citoyen de Delémont, à la nuance près qu'il paierait ses impôts dans le canton du Jura. A leurs yeux, «seule une nouvelle votation communaliste organisée entre le 1er janvier et le 29 mars d'une année civile permet d'éviter le subterfuge évoqué ci-dessus».

Sur la même longueur d'onde

Dans sa réponse, le Conseil exécutif souligne qu'il entend tout faire «pour que la répétition du scrutin puisse avoir lieu dans les meilleurs délais, mais avant tout dans les meilleures

conditions, afin que le vote puisse être aussi irréprochable que possible». Dans ce contexte, la Confédération a d'ores et déjà accepté de jouer un rôle accru dans l'organisation du scrutin. La date n'a pas encore été fixée, mais le Conseil exécutif a présenté un calendrier permettant un vote le 7 février prochain, calendrier qui, jusqu'ici, a été intégralement tenu.

Tout comme les motionnaires, le gouvernement estime qu'un vote dans le courant du premier trimestre d'une année permet de réduire les risques

d'un tourisme électoral: «En effet, toute personne inscrite au registre fiscal d'une commune au 31 décembre d'une année paie ses impôts dans cette commune et dans ce canton pour l'ensemble de l'année. Ainsi, une date de votation fixée dans les trois premiers mois d'une année constitue un frein supplémentaire au tourisme électoral», souligne le Conseil exécutif.

Au plus vite

En plus de cet argument, il estime qu'un nouveau scrutin doit être organisé au plus vite, afin de mettre fin à l'incertitude actuelle quant à l'appartenance cantonale de la cité prévôtise. Rappelant qu'il s'agit de la répétition d'un scrutin qui a déjà eu lieu, que le sujet est largement connu, le gouvernement estime inutile que la campagne électorale s'étende sur de longs mois, d'autant que «les avis sont pour la plupart déjà formés».

S'agissant de la date du 7 février 2021 privilégiée par le Conseil exécutif, celui-ci s'étonne de l'avis exprimé par le Conseil municipal de Moutier au début de cette année. Alors que ce dernier avait fait pression pour organiser un vote aussi rapidement que possible, il avait alors jugé la proposition comme «disproportionnée, injustifiée et peu conforme à la volonté partagée de régler rapidement la question de Moutier», sous prétexte qu'un vote en février ne permettrait pas de mener campagne correctement.

Le gouvernement rejette cette interprétation et invite les députés à adopter les deux motions.

Berne met les gaz pour booster le renouvelable

ÉNERGIE On n'assainit pas assez les bâtiments et les chauffages.

Les objectifs de la Stratégie énergétique cantonale ne sont que partiellement réalisés à mi-parcours. On est loin du compte en ce qui concerne les objectifs intermédiaires d'utilisation d'énergie et de production de chaleur à partir d'énergies renouvelables. La production d'électricité à partir de ce type d'énergies ainsi que l'évolution de l'électromobilité sont en revanche une raison de satisfaction. Le Conseil exécutif prévoit une série de nouvelles mesures et se fixe des objectifs d'action ambitieux. Il veut poursuivre la décarbonisation du secteur du chauffage en améliorant les conditions générales d'utilisation du renouvelable et en encourageant les rénovations.

La mise en œuvre de la Stratégie énergétique ne suit que partiellement son cours. L'arrêt de la centrale de Mühleberg, fin 2019, et l'augmentation simultanée de la production d'électricité à partir notamment du solaire a permis de réaliser l'objectif sectoriel «Production d'électricité». Il en va de même dans les secteurs «Aménagement du territoire» et «Mobilité», en raison notamment du développement rapide du marché de l'électromobilité.

Un total de 43 mesures

Le canton prend à sa charge une partie des coûts des bornes de recharge pour véhicules électriques installées sur les si-

tes d'entreprises et ouvertes au public. Pour ce qui est des secteurs «Production de chaleur issue d'énergies renouvelables» et «Utilisation de l'énergie dans les bâtiments», les objectifs intermédiaires ont été clairement manqués. Le taux d'assainissement des enveloppes des bâtiments et le remplacement des chauffages à combustibles fossiles restent trop bas. De gros efforts doivent maintenant être consentis.

Le gouvernement entend ainsi maintenir 19 mesures qui ont fait leurs preuves, moyennant des adaptations. Il en propose 24 nouvelles pour les quatre prochaines années afin d'améliorer les conditions générales dans les secteurs de l'utilisa-



Le canton veut encourager le remplacement des chauffages fossiles et les rénovations. LDD

tion de l'énergie, de la production de chaleur, de la mobilité et de la production d'électricité.

Bilan neutre pour véhicules et bâtiments vers 2035

Une plateforme cantonale de données énergétiques et climatiques sera créée pour assurer une planification énergétique intelligente et la circulation de l'information. Elle permettra de mieux coordonner la production, le stockage et l'utilisation de l'énergie dans les do-

maines de l'électricité, de la chaleur et de la mobilité. Il faut relancer la révision de la loi cantonale sur l'énergie pour pouvoir réaliser les objectifs de la Stratégie énergétique 2006. La loi cantonale doit compléter la loi nationale sur le CO₂, toujours débattue aux Chambres fédérales. Les réductions de CO₂ dans le bâtiment et dans la mobilité devraient être accélérées par une combinaison de prescriptions et d'incitations. S'agissant de la production d'électricité, une importance plus grande sera donnée aux incitations à produire en hiver et au stockage. Dans sa Vision 2030 formulée dans le programme gouvernemental de législature 2019-2022, le Conseil exécutif souligne vouloir encourager des projets et des applications dans le domaine de l'énergie et des technologies de l'environnement durables dans tout le canton. Il entend donner l'exemple en demandant que les bâtiments et les véhicules du canton affichent un bilan carbone neutre d'ici à 2035. CBE

Un ciné-débat autour des oliviers ravagés

BÉVILARD Action Culture et le Ci-

néma Palace organisent un ciné-débat dans sa salle obscure lundi à 20h. René Worni, journaliste et réalisateur d'«Il était une fois l'arbre» (italien sous-titré français, 87 minutes), sera là pour répondre aux questions après cette projection gratuite.

Son œuvre traite de la tragédie qui touche les plantations d'oliviers dans le Salento. Dans les Pouilles, ils meurent. Une bactérie et de nombreux autres facteurs ravagent les oliveraies et ont déjà asséché des millions d'arbres depuis 2013. Mais la bactérie n'est que le dernier épisode d'une tragédie qui a commencé il y a des décennies et qui est le résultat d'une pollution environnementale massive. C-DSH